



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article559>

Tribune libre CTPM Juin 2009

- Syndicats Nationaux - SNES-FSU - Bulletins EE - SNES -



L'École Émancipée

VOTE du SNES au CTPM : UNE FAUTE POLITIQUE Le dispositif dit « masterisation » a provoqué une mobilisation universitaire sans précédent. Alors que certains sont toujours mobilisés, que les commissions de travail mises en place n'ont pas rendu leurs conclusions, le gouvernement fait voter des décrets qui entérinent la réforme Darcos. Malgré un tollé général dans le Sup et des protestations de SD FSU ou de S3 du SNES, la direction du SNES emploie, pour justifier son abstention au CTPM au sujet des décrets concernant les certifiés, CPE et les agrégés, plusieurs arguments qui ne tiennent pas :

- ▶ Ce vote serait conforme aux mandats du SNES : en effet, le congrès s'est prononcé pour une élévation du niveau de recrutement, mais aussi pour « l'abandon de cette réforme ». Respecter les mandats, c'est les respecter tous ! Comment comprendre qu'on laisse passer des décrets concernant un projet que l'on condamne par ailleurs dans sa globalité ? Comment « oublier » que dans les mandats du SNES tout projet d'élévation du niveau de recrutement est indissociable de pré-recrutements à la hauteur des besoins ?
- ▶ Concernant le maintien du mouvement national pour les néo-titulaires : le SNES s'est laissé piéger par le jeu tactique du gouvernement qui consiste à avancer des propositions inacceptables, qu'il retirera finalement pour faire passer l'essentiel (la RGPP, la loi sur la mobilité, l'abandon de la formation initiale...)
- ▶ Le SNES n'est pas le seul syndicat du second degré de la FSU, en l'absence d'un accord de fond sur le recrutement des enseignants, la délégation FSU se devait de respecter le consensus fédéral obtenu : l'abandon de la réforme. C'est sur cette base que la délégation aurait dû voter contre tous les décrets. Depuis des mois, la communauté universitaire est en lutte contre la réforme Darcos-Pécresse. Si la grève s'est arrêtée dans les universités, la lutte continue. Même les présidents d'université ont refusé de continuer la concertation. Le vote du SNES est donc comme un coup de couteau dans le dos porté au mouvement, qui ne peut que profiter au ministre et à sa réforme. La direction du SNES dénonce une « campagne de dénigrement » à son endroit. Curieuse conception du droit d'expression interne ! Pour l'Ecole Emancipée, il est normal que les désaccords s'expriment. D'ailleurs, plusieurs S3 ont eux aussi regretté la position d'abstention, et l'absence de consultation. La démocratie syndicale ne peut pas être un vain mot et il est normal de s'exprimer publiquement quand on pense que notre syndicat s'est fourvoyé. Les élu-e-s Ecole Emancipée à la CA Nationale.